

Réunion des présidents de la branche 2015

« Etre ouvert à la nouveauté et ne jamais cesser de se former »

Les présidents de la branche de l'Association professionnelle technique agricole se sont rencontrés le 6 mars 2015 pour leur traditionnelle réunion. L'abandon du taux plancher du franc, la nouvelle gestion de la marque de l'association faitière ainsi que les pareurs étaient, entre autres, à l'ordre du jour.

Une cinquantaine de participants se sont retrouvés au nouveau point de rendez-vous, l'hôtel Holiday Inn de Westside, à l'entrée de Berne. Après avoir épluché les thèmes communs et être passés à table, les techniciens agricoles et les maréchaux-ferrants se sont séparés l'après-midi pour discuter des sujets propres à leur spécialisation.

Un environnement difficile

Après avoir souhaité la bienvenue, Jörg Studer, président de l'Association professionnelle technique agricole, a abordé de bon matin un sujet épineux: l'abandon par la Banque nationale suisse du taux plancher du franc, le 15 janvier 2015, qui a d'un seul coup profondément modifié l'environnement économique de la branche. Les produits d'importation devenant moins chers, il va falloir procéder à court terme à des amortissements importants sur les véhicules en stock. Pour ce qui est des contrats d'importation de machines neuves, qui ont été conclus selon l'ancien cours de change, il faudra payer les anciens prix, aujourd'hui excessifs. La pression sur les importations parallèles se renforce, le climat déjà tendu se durcit. « La pression croissante sur les prix des biens en stock pénalise les commerçants qui ont accumulé d'importantes quantités de marchandise afin de garantir une disponibilité élevée. » A présent, il est important que chaque entreprise analyse sa situation, élabore des scénarios susceptibles de limiter les coûts et recherche des solutions tournées vers l'avenir. Une comparaison des salaires de mécaniciens en machines agricoles en Suisse et en Allemagne a révélé de grandes disparités dans ce domaine. « La Situation exige une fois de plus de faire preuve d'ouverture face à la nouveauté, sans jamais cesser de se former. »

Une Union en pleine santé, un CFA prospère

Ruth Merz, responsable du département Finances, a une fois de plus présenté une clôture positive des comptes. Les frais de personnel et les prestations de tiers, en particulier l'accueil d'intervenants externes, ont certes augmenté, mais les indemnités du travail de



Engagierte Diskussionen, auch während den Pausen. Discussions animées, même pendant les pauses.



Thomas Jäggi berichtet über gefährliche Arbeiten, Jugendschutz und die Höhere Fachprüfung. Thomas Jäggi parle des travaux dangereux, de la protection de la jeunesse et de l'examen professionnel supérieur.

Christoph Andenmatten: « Die Erarbeitung der neuen Marke ist das erste gemeinsame Projekt, seit sich die Metallbauer und die Landtechniker zur SMU zusammengeschlossen haben. »

Christoph Andenmatten: « L'élaboration de la nouvelle marque est le premier projet réalisé en commun depuis que les constructeurs métalliques et les techniciens agricoles se sont réunis au sein de l'USM. »



Fachpräsidententagung 2015

«Neuem gegenüber offen sein und sich stetig weiterbilden»

Die Fachpräsidenten des Fachverbandes Landtechnik trafen sich am 6. März 2015 zur traditionellen Tagung. Die Aufgabe der Frankenuntergrenze, die neue Markenführung des Dachverbands und Hufpfleger waren nur einige der Themen.

Rund 50 Teilnehmer trafen sich am neuen Standort, im Hotel Holiday Inn im Westside am Rande von Bern. Nach den gemeinsamen Traktanden und dem Mittagessen trennten sich Landtechniker und Hufschmiede und diskutierten ihre branchenspezifischen Themen.

Schwieriges Umfeld

Jörg Studer, Präsident des Fachverbandes Landtechnik, ging am Vormittag nach der Begrüssung gleich ein heisses Thema an: Mit der Aufgabe der Frankenuntergrenze durch die Schweizerische Nationalbank am 15. Januar 2015 hat sich das wirtschaftliche Umfeld für die Branche auf einen Schlag tiefgreifend verändert: Importgüter werden günstiger, kurzfristig müssen grosse Abschreiber auf Lagerfahrzeuge gemacht werden. Für Verträge für den Import von Neumaschinen, die mit dem alten Wechselkurs abgeschlossen wurden, müs-

sen die alten, inzwischen überhöhten Preise bezahlt werden. Der Druck auf Parallelimporte verstärkt sich, das angespannte Umfeld wird noch rauer. «Durch den zunehmenden Preisdruck auf Lagerware werden Händler bestraft, welche zur Sicherstellung einer hohen Verfügbarkeit grosse Bestände am Lager halten.» Es sei nun wichtig, dass jeder Betrieb seine Situation analysiere, mögliche Szenarien zur Kostensenkung erarbeite und zukunftsorientierte Lösungen suche. Ein Vergleich von Löhnen für Landmaschinenmechaniker in der Schweiz und Deutschland zeigte die grossen Unterschiede in diesem Bereich auf. «Die Situation bedingt einmal mehr, Neuem gegenüber offen zu sein und die Bereitschaft, sich stetig weiterzubilden.»

Gesunder Verband, erfolgreiches BZA
Ruth Merz, Leiterin des Ressorts Finanzen, konnte wiederum einen

positiven Rechnungsabschluss vorlegen. Die Personalkosten und die Fremdleistungen, insbesondere externe Referentenleistungen sind zwar angestiegen, dafür waren die Entschädigungen für die Milizarbeit tiefer als im Vorjahr. Besonders zu Buch schlägt aber, dass die Einnahmen des Schul- und Kursbetriebs gegenüber dem Vorjahr um ganze 11 Prozent zunahmen. Nach wie vor besteht eine steigende Nachfrage für Kursangebote. Die Übersicht der Entwicklung des Bildungszentrums in Aarberg zeigt, dass sich in den letzten zehn Jahren sowohl Aufwand als auch Ertrag verdoppelten. Die Vollzeitstellen stiegen allerdings deutlich weniger stark an. Auch 2014 konnte ein Zuwachs der Mitgliederbeiträge verzeichnet werden. «Dass wir trotz dem bereits hohen Organisationsgrad immer wieder neue Mitglieder aufnehmen können, bestätigt, dass unser Verband und namentlich der



Liv Sigg legt die gesetzlichen Vorgaben für die Hufpflege dar.

Liv Sigg énonce les prescriptions légales en matière de soins du sabot.

milice ont été inférieures à celles de l'année précédente. Il convient de souligner que les recettes issues de l'activité de l'école et des cours ont augmenté de pas moins de 11 % par rapport à l'année précédente. La demande en matière de cours ne cesse de croître. Si l'on observe l'évolution du centre de formation d'Aarberg au fil des dix dernières années, on constate que les charges et les recettes ont toutes deux doublé. Or, les postes à temps plein ont pour leur part beaucoup moins augmenté. L'année 2014 a encore enregistré une augmentation des cotisations de membres. « Notre capacité à accueillir régulièrement de nouveaux membres, malgré le degré d'organisation déjà élevé, confirme que notre Union, et notamment l'Association professionnelle technique agricole, est très séduisante et ce, grâce à sa proximité avec la formation », conclut Ruth Merz.

Travaux dangereux et protection de la jeunesse

Thomas Jäggi, chef de projet de la formation professionnelle, a exposé les objectifs et les mesures ayant trait à la protection de la jeunesse. Le 25 juin 2014, le Conseil fédéral a décidé d'abaisser l'âge minimum pour l'exécution de travaux dangereux dans la formation initiale de 16 à 15 ans; la mesure est entrée en vigueur le 1er août 2014. Tous les travaux effectués avec des machines, des équipements et des outils présentant des risques d'accident sont considérés comme des travaux dangereux, par exemple les travaux sur les installations de soudage ou à la ponceuse. Les centres de CIE et les établissements d'apprentissage

devraient ainsi demander au SECO une autorisation exceptionnelle pour chaque apprenti de moins de 16 ans. Ce n'est là l'intention ni de la Confédération, ni des entreprises formatrices. Le service de la formation professionnelle de l'ATA a demandé d'élaborer les mesures d'accompagnement. Celles-ci devront être lancées le plus rapidement possible sous forme de projet pilote pour la formation initiale des mécaniciens en machines agricoles. Les autres formations initiales suivront. Jusqu'à l'élaboration des mesures, il convient de faire particulièrement attention aux jeunes concernés. Le cas échéant, il vaudra même mieux renoncer à leur faire effectuer certains travaux jusqu'à leurs 16 ans.

La SUVA considère également que l'« emploi de grues agricoles et de chariots élévateurs » représente un danger particulier selon la LAA. Ces travaux ne peuvent donc être effectués que par des personnes formées en conséquence. Dans ce contexte, le SECO a demandé à l'USM quand elle comptait organiser un cours interentreprises de quatre jours, à l'intention des apprentis, pour le maniement de systèmes de grues ou de chariots élévateurs et l'intégrer à l'ordonnance sur la formation ainsi qu'au plan de formation. Conséquences: les apprentis seraient absents quatre jours supplémentaires et les coûts se chiffraient de CHF 800.- à CHF 1000.- Thomas Jäggi a invité à procéder à un vote consultatif en vue de clarifier les besoins: les présents ont accepté à l'unanimité. A l'automne, l'assemblée de l'Association professionnelle votera l'ajout d'une formation de cariste à la formation initiale.

Gestion de la marque, un processus d'apprentissage

« L'élaboration de la nouvelle marque est le premier projet réalisé en commun depuis que les constructeurs métalliques et les techniciens agricoles se sont réunis au sein de l'USM », a constaté Christoph Andenmatten, directeur de l'USM. Il a qualifié le travail de processus d'apprentissage, ajoutant qu'il fallait se laisser le temps de trouver une bonne solution. Jörg Studer a fait une brève rétrospective des travaux effectués jusqu'à présent: l'agence schneitermeier a présenté une première proposition à l'assemblée des présidents de la branche de 2014. Suite au débat animé, le comité de pilotage « Gestion de la marque USM » a décidé de demander leur avis aux régions. A l'occasion de la réunion des présidents de la branche du 27 janvier 2015, l'ATA a rédigé une prise de position fondée sur les réponses au questionnaire des groupements régionaux spécialisés par branche. Après quoi l'agence a développé de nouvelles propositions. Andy Schneiter a montré six possibilités. Toutes reposent sur le principe que la marque commune de l'Union abrite les différentes marques des sous-associations de la construction métallique et de la technique agricole, qui seront utilisées au niveau régional. La discussion a été très animée, concrètement et émotionnellement. A la question de la Suisse romande sur la valeur ajoutée par rapport aux coûts, Christoph Andenmatten a répondu que l'Union n'avait pas d'identification à l'heure actuelle, ni au niveau national, ni au niveau régional, ni propre à la branche, et que les régions pourraient faire des économies



Stefan Marti: Rückblick auf ein reich befruchtetes Jahr.
Stefan Marti: rétrospective d'une année bien chargée.



Jörg Studer ruft auf, es sei im jetzigen wirtschaftlichen Umfeld wichtig, dass jeder Betrieb seine Situation analysiere und zukunftsorientierte Lösungen suche.
Jörg Studer souligne l'importance, dans l'environnement économique actuel, que chaque entreprise analyse sa situation et recherche des solutions tournées vers l'avenir.

Fachverband Landtechnik dank seiner Nähe zur Bildung sehr attraktiv ist», schloss Ruth Merz.

Gefährliche Arbeiten und Jugendschutz

Thomas Jäggi, Projektleiter Berufsbildung, informierte über Vorgaben und Massnahmen rund um den Jugendschutz. Der Bundesrat hat am 25. Juni 2014 die Senkung des Mindestalters für gefährliche Arbeiten in der Grundbildung von 16 auf 15 Jahre beschlossen und per 1. August 2014 in Kraft gesetzt. Sämtliche Arbeiten mit Maschinen, Ausrüstungen oder Werkzeugen, die mit Unfallgefahren verbunden sind, fallen in diese sogenannten gefährlichen Arbeiten, also zum Beispiel Arbeiten mit der Schweissanlage oder der Schleifmaschine. ÜK-Zentren und Lehrbetriebe müssten somit für jeden einzelnen Auszubildenden, welcher noch nicht 16 Jahre alt ist, eine Einzelfallbewilligung beim SECO beantragen. Dies ist weder die Absicht des

Bundes noch der Ausbildungsbetriebe. Die Berufsbildungsabteilung des FLT hat den Auftrag, die begleitenden Massnahmen zu erarbeiten, erteilt. Diese sollen so rasch als möglich als Pilotprojekt für die Grundbildung der Landmaschinenmechaniker gestartet werden. Anschliessend werden die weiteren Grundbildungen folgen. Bis die Massnahmen erarbeitet sind, gilt es, mit den betroffenen Jugendlichen besonders aufmerksam umzugehen. Eventuell ist sogar auf gewisse Arbeiten bis zum Erreichen des 16. Lebensjahres zu verzichten.

Auch die «Anwendung von Hofladern und Staplern» ist gemäss Suva eine besondere Gefährdung gemäss UVG. Das bedeutet, dass diese Arbeiten nur von Personen ausgeführt werden dürfen, welche entsprechend ausgebildet sind. Aufgrund dieser Ausgangslage fragte das SECO die SMU an, wann ein viertägiger überbetrieblicher Kurs für die Lernenden zur Bedienung von Ladersystemen oder Staplern organisiert und in die Bildungsverordnung und den Bildungsplan aufgenommen werde. Konsequenzen: Die Lernenden wären vier zusätzliche Tage abwesend, die Kosten betragen 800 bis 1000 Franken. Um das Bedürfnis zu erkennen, lud Thomas Jäggi zur Konsultativabstimmung ein: Von den Anwesenden gab es nur Zustimmung und keine Ablehnung. Im Herbst soll an der Fachverbandsversammlung über eine Einbettung der Staplerfahrerausbildung in die Grundbildung abgestimmt werden.

Markenführung, ein Lernprozess

«Die Erarbeitung der neuen Marke ist das erste gemeinsame Projekt, seit sich die Metallbauer und die Landtechniker zur SMU zusammengeschlossen haben», stellte Christoph Andenmatten, Direktor der SMU, fest. Er bezeichnete die Arbeit als Lernprozess, und man müsse sich Zeit nehmen für eine gute Lösung. Jörg Studer blickte kurz zurück auf die bisher erfolgten Arbeiten: An der Fachpräsidentenversammlung 2014 präsentierte die Agentur schneitermeier einen ersten Vorschlag. Aufgrund der kontroversen Diskussion beschloss der Steuerungsausschuss «SMU-Markenführung», die Meinung in den

Regionen abzuholen. An der ausserordentlichen Fachpräsidententagung vom 27. Januar 2015 wurde aus den Antworten zum Fragebogen der Regionalen Branchen- und Fachverbände eine Stellungnahme des FLT erarbeitet. Anschliessend entwickelte die Agentur weitere Vorschläge. Andy Schreier zeigte sechs Möglichkeiten. Alle basieren auf dem Prinzip, dass unter dem Dach der gemeinsamen Verbandsmarke die einzelnen Teilverbandsmarken für die Metallbau- und die Landtechnikbranche stehen, und diese jeweils regionale Anwendungen erhalten. Die Diskussion war engagiert – sowohl sachlich wie auch emotional. Auf die Frage aus der Romandie, welcher Mehrwert den Kosten gegenüberstehe, antwortete Christoph Andenmatten, dass der Verband zurzeit keine Identifikation habe, weder national, regional noch branchenspezifisch, und dass die Regionen dank dem gemeinsamen Auftritt und mit Dienstleistungsangeboten der SMU, wie einheitlichen Webseiten, Templates für Briefschaften etc. beträchtliche Einsparungen haben. Eine Konsultativabstimmung ergab, dass die beiden Fachverbände weiterhin unter einem gemeinsamen Dach, als Familie, auftreten sollen. Die Versammlung beschloss – wiederum konsultativ – dass drei Vorschläge resp. Namen weiterbearbeitet werden sollen. Auch die Metallbauer werden über die aktuellen Markenvorschläge befinden. Die weiterbearbeiteten Vorschläge werden Mitte



Die gemeinsame Verbandsmarke steht über den einzelnen Teilverbandsmarken für die Metallbau- und die Landtechnikbranche, welche jeweils regionale Anwendungen erhalten. La marque commune de l'Union englobe les différentes marques des sous-associations de la branche de la construction métallique et de la technique agricole, qui seront utilisées au niveau régional.

considérables grâce à cette présentation commune et aux offres de services de l'USM, telles que des pages Internet, des modèles de courrier etc. unifiés.

Un vote consultatif a montré que les deux associations professionnelles devaient continuer à se présenter sous un même toit, comme une famille. L'assemblée a décidé – encore par voie consultative – que trois propositions/noms devaient être développés. Les constructeurs métalliques se prononceront également sur les propositions de marque actuelles. Les variantes développées seront envoyées mi-avril aux délégués ainsi qu'aux présidents de la branche. Lors de leur assemblée du 12 juin 2015, il est prévu de remettre aux délégués une proposition pour approbation; celle-ci devra être mise en œuvre jusqu'à la prochaine assemblée des délégués en 2016.

Garantie AGRAR by Quality1

Herbert Wild, directeur de Promrisk SA, a ensuite présenté la «garantie AGRAR by Quality1», une assurance que les membres de l'Union peuvent souscrire à des conditions préférentielles. Nous avons déjà présenté cette assurance de garantie dans le numéro 5-14 de forum. Elle peut être souscrite pour les tracteurs, les tracteurs compacts et les chariots à moteur :

- prolongation de la garantie constructeur;
- garantie intégrale pour les occasions;
- garantie sur les groupes d'assemblage (par ex. moteurs, boîtes de vitesses ou appareils de commande).

Les entreprises assurées peuvent contracter des polices pour leurs clients sur le portail de Quality1.

Maréchaux-ferrants et pareurs

L'après-midi, les soins du sabot ont été le sujet principal des maréchaux-ferrants. Liv Sigg, de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), a énoncé les prescriptions légales: «Depuis le 1er janvier 2014, quiconque se charge à titre professionnel du parage des sabots de chevaux, doit être titulaire d'une autorisation cantonale. Pour l'octroi de cette autorisation, il faut pouvoir justifier d'une formation spécifique, indépendante de la profession (FSIP). Etant considérés comme une profession spécifique, les maréchaux-ferrants CFC sont libérés tant de l'obligation d'autorisation que de la FSIP. Le fait est que les besoins en pareurs se multiplient, que le nombre de chevaux pieds nus va augmenter

et que d'ores et déjà beaucoup de personnes en Suisse prennent des cours en la matière à l'étranger. La discussion a permis de constater que la situation actuelle constituait une opportunité pour l'Union: c'est l'occasion de prendre l'initiative, de mettre en place une formation du niveau requis, relativement bas par rapport à la formation de maréchal-ferrant CFC, et d'œuvrer stratégiquement de manière à devenir l'instance de formation et d'examen. Une formation en bonne et due forme comprend une partie théorique et une partie pratique (en tout au moins 40 heures), ainsi qu'un stage en entreprise d'au moins trois mois. Parallèlement, il convient de montrer aux clientes et aux clients, en faisant preuve d'assurance, que les maréchaux-ferrants maîtrisent depuis longtemps les soins du sabot. L'assemblée a décidé de constituer un groupe de travail chargé d'élaborer une proposition de formation en soins du sabot. Les membres en seront Rinaldo Emmenegger, Peter Wäfler et Ruedi Blumer. Deux pareurs et un vétérinaire doivent également faire partie du groupe.

Actualités de la technique communale et agricole

Les représentants de la section technique agricole avaient un ordre du jour bien chargé. Paul Mooser, président de la CT technique communale et agricole, et Stefan Marti, secrétaire, ont passé en revue le séminaire sur la construction de véhicules, l'Öga ou encore le projet «freins contrôlés» et ont fait le point sur l'état actuel du test de freinage numérique. Sa mise en œuvre en Suisse alémanique a doté les entreprises spécialisées d'un instrument de travail moderne. La version pour la Suisse romande est en cours de développement et doit être lancée en 2015. Toutes les entreprises spécialisées seront ainsi en mesure de remettre à leurs clients, à l'issue d'un test de freinage, un protocole unique, complet et parlant.

La modification de l'ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (OETV) au 1er avril 2015, qui portera sur le contrôle subséquent de véhicules agricoles, constitue un changement essentiel. Les cantons compétents peuvent déléguer les tâches à des tiers qui en garantissent l'exécution conforme aux prescriptions. Certains cantons ont déjà commencé à faire appel à notre branche pour le contrôle subséquent. Une opportunité pour l'avenir!



Les ch-motoristes ont adapté leur règlement. Désormais, seuls des membres de l'USM peuvent s'y inscrire et ils doivent exercer une activité à 100% dans le commerce spécialisé des appareils à moteur, justifier d'un poste à 100% dans le domaine des appareils à moteur ou former une personne au métier de mécanicien d'appareils à moteur. Enfin, Stefan Marti a indiqué que tous les articles de «forum» étaient disponibles en ligne durablement et pouvaient être téléchargés sur le site Internet de l'USM à la rubrique «Supports médiatiques». Le mot de passe, valable pour une année, est publié dans les mentions légales de «forum».

Thomas Jäggi a fait le point sur la révision des formations professionnelles supérieures EPS. Le règlement est obsolète, ses contenus sont aujourd'hui erronés et les besoins ont changé. Il va faire l'objet d'une actualisation impliquant les représentants de la branche et le secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Le titre de «chef d'atelier» est dépassé, celui de «maître», en revanche, est tout à fait approprié pour les mécaniciens en machines agricoles et de chantier. Difficile toutefois de dire s'il y aura à l'avenir des maîtres mécaniciens d'appareils à moteurs, étant donné le manque de personnes intéressées. En été, les règlements seront présentés aux associations régionales. Un vote aura lieu lors de l'assemblée de l'Association professionnelle, en automne. Paul Mooser a clôturé l'assemblée en adressant un grand remerciement: «Nous discutons souvent de choses qui ne vont pas, mais quand je vois tout ce que nous avons atteint grâce à vous, je suis fier.»

Rob Neuhaus

April an die Delegierten und die Fachpräsidenten verschickt. Am 12. Juni 2015 sollen die Delegierten an ihrer Versammlung einen Vorschlag zur Genehmigung erhalten; der bis zur Delegiertenversammlung 2016 umgesetzt wird.

Agrar Garantie by Quality1

Herbert Wild, Geschäftsführer der Promrisk AG, stellte dann die «Agrar Garantie by Quality1» vor, eine Versicherung, welche Verbandsmitglieder zu Vorzugsbedingungen abschliessen können. Im forum 5-14 haben wir diese Garantieversicherung bereits vorgestellt. Die Versicherung kann für Traktoren, Kompaktraktoren und Motorkarren abgeschlossen werden:

- Anschlussgarantie an die Werkgarantie
 - Vollgarantie für Occasionen
 - Baugruppengarantie (z.B. Motoren, Getriebe oder Steuergeräte).
- Versicherte Unternehmen können Policen für ihre Kunden online auf dem Quality1-Portal abschliessen.

Hufschmiede und Hufpfleger

Hauptthema der Hufschmiede am Nachmittag war die Hufpflege. Liv Sigg vom Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen BLV legte die gesetzlichen Vorgaben dar: «Wer gewerbsmässig Hufpflege durchführt, benötigt seit dem 1. Januar 2014 eine kantonale Bewilligung. Als Bewilligungsvoraussetzung wird eine fachspezifische berufsunabhängige Ausbildung (FBA) gefordert. Hufschmiede EFZ gelten als fachspezifischer Beruf und sind sowohl von der Bewilligungspflicht, als auch von der FBA befreit.» Tatsache ist, dass der Bedarf an Hufpflegerinnen und -pflegern gewachsen ist, die Anzahl Barhufpferde zunehmen wird und bereits jetzt zahlreiche Leute aus der Schweiz entsprechende Kurse in Ausland besuchen. Aus der Diskussion kristallisierte sich heraus, dass die Ausgangslage eine Chance für den Verband darstellt: Er kann die Initiative ergreifen, eine Ausbildung auf dem geforderten, im Vergleich zur Ausbildung Hufschmied/in EFZ relativ tiefen Niveau, entwickeln und strategisch auf das Ziel hin arbeiten, dass er zur Ausbildungs- und Prüf-

instanz wird. Eine Ausbildung gemäss den Vorgaben umfasst einen theoretischen und einen praktischen Teil (zusammen mindestens 40 Stunden) sowie ein Praktikum auf einem Betrieb von mindestens 3 Monaten. Daneben gilt es, den Kundinnen und Kunden mit gesundem Selbstbewusstsein klar zu machen, dass Hufschmiede die Hufpflege längstens beherrschen. Die Versammlung beschloss, dass eine Arbeitsgruppe einen Vorschlag für eine Hufpflege-Ausbildung erarbeitet. Die Mitglieder sind Rinaldo Emmenegger, Peter Wäfler und Ruedi Blumer. Als weitere Mitglieder werden zwei Hufpfleger und eine Veterinärin angefragt.

Neues aus der Kommunal- und Landtechnik

Eine reich befrachtete Themenliste beschäftigte die Vertreter des Fachbereichs Landtechnik. Paul Mooser, Präsident TK Kommunal- und Landtechnik, und Stefan Marti, Sekretär, blickten zurück auf die Fachtagung Fahrzeugbau, die Öga, das Projekt «Geprüfte Bremsen» und berichteten über den aktuellen Stand des Digitalen Bremstestprotokolls. Mit dessen Einführung für die Fachbetriebe in der Deutschschweiz konnte ein zeitgemässes Arbeitsinstrument zur Verfügung gestellt werden. Das entsprechende Tool für die Westschweiz ist im Aufbau und soll 2015 eingeführt werden. Damit werden dann alle Fachbetriebe in der Lage sein, den Kunden nach dem Bremstest ein aussagekräftiges, vollständiges und einheitliches Bremstestprotokoll abzugeben.

Eine wesentliche Änderung betrifft die Änderungen der Verordnung über die technischen Anforderungen an Strassenfahrzeuge VTS auf den ersten April 2015 bezüglich der Nachprüfung landwirtschaftlicher Fahrzeuge. Die zuständigen Kantone können Aufgaben an Dritte übertragen, welche für die vorschriftgemässe Durchführung Gewähr bieten. Einzelne Kantone haben schon damit begonnen, unsere Branche bei der Nachkontrolle beizuziehen – eine Chance für die Zukunft!

Die ch-motoristen haben ihr Reglement angepasst: Neu können nur

noch SMU-Mitglieder beitreten und sie müssen zu 100 Prozent im Motorgeräte-Fachhandel tätig sein oder eine 100-Prozent-Stelle im Motorgerätebereich aufweisen oder eine Person als Motorgerätemechaniker/in ausbilden. Schliesslich wies Stefan Marti darauf hin, dass alle «forum»-Artikel dauerhaft online zum Download bereitstehen: auf der Webseite der SMU unter dem Navigationspunkt «Medien». Das Passwort, gültig für ein Jahr, wird im Impressum des «forums» veröffentlicht. Thomas Jäggi berichtete von der Überarbeitung der Höheren Berufsprüfung HFP. Das Reglement ist überaltert, es hat mittlerweile fehlerhafte Inhalte, die Bedürfnisse haben sich geändert. Es wird unter Einbezug von Branchenvertretern und des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation SBFI auf den neusten Stand gebracht. Der Titel «Werkstattleiter» ist überholt, der Titel «Meister» trifft hingegen für die Landmaschinen- und Baumaschinenmechaniker sehr wohl zu. Ob es zukünftig auch Motorgerätemechanikermeister geben wird, ist mangels Interessenten unsicher. Im Sommer werden die Reglemente den Regionalverbänden vorgestellt. An der Fachverbandsversammlung im Herbst soll darüber abgestimmt werden. Schliesslich schloss Paul Mooser die Versammlung mit einem grossen Dank: «Wir diskutieren oft mangelhafte Punkte – aber wenn ich sehe, was wir alles dank euch erreicht haben, dann bin ich stolz.»

Rob Neuhaus

Herbert Wild stellt die «Agrar Garantie by Quality1» vor, eine Garantieversicherung für Traktoren, Kompaktraktoren und Motorkarren.

Herbert Wild présente la «garantie AGRAR by Quality1», une assurance de garantie pour les tracteurs, les tracteurs compacts et les chariots à moteurs.